



Benjamin Stora



# Une mémoire endolorie et non réconciliée

III Interview : Loïc Millot

Il a consacré à la colonisation de l'Algérie plusieurs dizaines d'ouvrages, sans compter les interventions qu'il assure depuis de nombreuses années pour transmettre cette mémoire, encore vive et méconnue. En 2021, le grand historien remettait, à la demande du président français Emmanuel Macron, un rapport sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie, où il préconisait notamment la constitution d'une commission chargée d'initier des formes de commémorations partagées. À l'occasion de la parution de *France/Algérie : Anatomie d'une déchirure* (2026), Benjamin Stora revient, pour le *Land*, sur cet épisode marquant, et toujours irrésolu, qui trouve des échos dans les relations actuelles entre les deux pays. Le jeudi 9 avril, Benjamin Stora sera à Metz pour une conférence publique en rapport avec son nouvel ouvrage.

**D'Land :** Vous venez de publier, avec Thomas Snégaroff, *France/Algérie : Anatomie d'une déchirure*, un ouvrage remarquable orné de cartes, de parcours chronologiques et de textes accessibles à des non-spécialistes. Est-ce que ce souci didactique est né de la nécessité de transmettre cette histoire auprès du plus grand nombre, dans un contexte de tension croissante entre les deux pays ?

**Benjamin Stora :** Ce livre peut se lire comme un véritable manuel d'histoire, en suivant l'ordre chronologique. En s'appuyant sur des cartes de géographie (les prises de villes, par exemple), des graphiques (comme les proportions démographiques entre les différentes communautés), et

*« Le récit national français a longtemps été fondé sur une occultation du passé colonial et tout particulièrement de la guerre d'Algérie »*

des petites biographies d'acteurs importants (de l'émir Abdelkader en passant par Messali Hadj et le général de Gaulle). Il est né d'une conversation enregistrée avec Thomas Snégaroff dans un podcast, diffusé par *France inter*, pour expliquer les causes de la crise, profonde, qui existe entre la France et l'Algérie depuis plus de deux ans maintenant. Pour comprendre cette crise, il fallait remonter aux origines, c'est-à-dire à la période de conquête coloniale, au XIX<sup>e</sup> siècle. Cette période est très peu connue en France, alors qu'elle a pourtant duré près de cinquante ans et s'est traduite par des massacres à grande échelle des populations algériennes, des « enfumades », des déplacements forcés de populations paysannes, des dépossession foncières, l'installation d'une colonie de peuplement, des crimes de guerre comme l'extermination de la population de Laghouat en 1852. Le livre documente lon-

guement cette séquence d'histoire, pour arriver à la guerre d'indépendance algérienne, entre 1954 et 1962, puis à l'indépendance de l'Algérie.

Dans les discours dominants au XIX<sup>e</sup> siècle, la France est porteuse d'une mission civilisatrice à l'égard de l'Algérie, qui est perçue comme un territoire « barbare ». Cette vision condescendante était autrefois nourrie d'orientalisme et de méconnaissance de la réalité ; toutefois, ce type de discours est encore très présent aujourd'hui, notamment parmi la droite et l'extrême-droite françaises, qui justifient les exactions perpétrées sur la population algérienne au motif, contradictoire, d'une mission civilisatrice. Comment expliquez-vous cette permanence de la notion de « civilisation » quand les faits témoignent au contraire d'une grande brutalité ?

À propos de la séquence ouverte au XIX<sup>e</sup> siècle, pourquoi ne pas faire référence à l'histoire des ségrégations aux États-Unis, en évoquant un « sudisme à la française » qui s'est installé à la faveur de la conquête de l'Algérie, immense territoire du Sud, qui a connu des massacres de populations indigènes, et l'installation d'une colonie de peuplement ? Cette situation a contribué à créer des discriminations, avec une volonté de domination sur les populations « du Sud », les populations de la Méditerranée. Les pratiques de ségrégation aux États-Unis ont été une survivance de ce qui a été vécu dans les états du Sud. L'abolition de l'esclavage n'a pas mis fin aux discriminations. De même, avec le développement

de la colonisation, la République, en tant que promesse d'égalité pour tous, n'a pas été exemplaire, en refusant la citoyenneté pleine aux « indigènes musulmans », tout en l'octroyant à d'autres « indigènes », les juifs d'Algérie. Il reste de cette longue histoire d'un siècle et demi, un imaginaire, une colonisation persistante dans les esprits. Et le problème provient notamment de ce qui manque de manière flagrante : bien connaître l'histoire des autres. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, le monde a changé. La décolonisation politique a eu lieu dans les années 1960. Mais, décidément, la France tarde à connaître vraiment les histoires du Sud. Ce sujet de la connaissance est un grand défi actuel pour le pays. La rétractation, le retour sur une seule histoire dépassée nous apprend que ce n'est pas la grandeur ancienne qui nous assurera demain la grandeur. Et le repli sur soi peut provoquer un isolement sur la scène internationale. Dans ce risque du repli, le risque est de voir l'immigration, non pas comme une possibilité de souvrir au monde, mais comme une population d'ennemis potentiels.

La guerre d'Algérie est une guerre qui, longtemps, n'a pas dit son nom. Un tabou qui, dans un tout autre contexte, fait écho à « l'opération spéciale » menée par la Russie en Ukraine. Pourquoi l'État français a-t-il soigneusement évité le terme de guerre pour désigner son action ? Quelle crainte entourait l'usage du terme de « guerre » ?

Le récit national français a longtemps été fondé sur une occultation du passé colonial, et tout



# Feuilleton

Emmanuel Macron décorant, en 2022, d'anciens soldats de la guerre d'Algérie, soixante ans après la signature des accords d'Évian

land  
03.04.2026

15

## Entretien avec l'historien Benjamin Stora, qui aborde les raisons de la crise diplomatique entre la France et l'Algérie ainsi que les conditions préalables à une possible réconciliation entre les deux pays

particulièrement de la guerre d'Algérie. Dire le mot « guerre », c'était reconnaître que la France faisait la guerre à une partie d'elle-même, puisque l'Algérie était « intégrée » administrativement à la France, formant trois départements français. Il a donc, d'abord, fallu forcer le blocus de l'amnésie autour de cette perte d'une partie de ce territoire longtemps considéré comme français. Ce travail a été amorcé au début des années 2000 et le fil de cette mémoire a été tiré pour tenter de la retrouver. Dans mon rapport remis au Président de la République, j'ai voulu avancer pratiquement, en avançant pas à pas, en traitant par exemple de la reconnaissance des assassinats de personnalités comme Maurice Audin ou l'avocat Ali Boumendjel, des disparus de la guerre, du massacre des travailleurs algériens le 17 octobre 1961... Tous ces événements ont été reconnus et condamnés par Emmanuel Macron, d'autres propositions n'ont pas été retenues, comme l'entrée au Panthéon de Gisèle Halimi, ou la remise à l'Algérie des cartes des essais nucléaires.

Pourquoi l'État algérien est-il si hostile envers la population berbère ? Que lui reproche-t-il ?

Dans la longue marche du nationalisme algérien, il s'est développé une méfiance à l'égard d'un possible fractionnement de l'immense territoire algérien grand comme cinq fois la France, avec le Sahara. Ce nationalisme s'est donc construit sur un modèle jacobin, laissant peu de place à l'existence de singularités différentes au plan régional. Ainsi, les Kabyles, qui pourtant ont été à l'avant-garde du nationalisme algérien, avec

de grandes personnalités comme Krim Belkacem, Hocine Ait Ahmed, ou Abane Ramdane, n'ont pas pu exprimer une sensibilité culturelle, linguistique. Ce qu'ils ont réclamé, à travers, par exemple, les soulèvements de 1980 ou de 2001, réprimé par le pouvoir central. Il existe ainsi en Algérie un fort attachement à la construction du sentiment national, mais aussi une volonté de reconnaissance de particularités culturelles, notamment en Kabylie, mais aussi au M'Zab ou dans les Aurès. Tous ces aspects ne sont donc pas contradictoires, mais fabriquent un nationalisme attaché à une histoire plurielle.

Emmanuel Macron, lors d'une visite en Algérie en 2017, avait dénoncé la colonisation comme un « crime contre l'humanité ». Pour autant, les tensions sont aujourd'hui à leur paroxysme et Boualem Sansal en a fait les

**« La reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental par la France a provoqué la colère d'Alger »**

frais. Qu'est-ce qui a contribué à cette dégradation progressive des relations ?

Différentes raisons peuvent être invoquées, comme l'arrestation de l'écrivain Boualem Sansal, ou la non-mise en application d'expulsions d'Algériens en situation irrégulière. Mais, plus fondamentalement, c'est la reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental par la France, au détriment d'un référendum d'autodétermination des populations sahraouiennes, qui a provoqué la colère d'Alger, qui a toujours soutenu le Front Polisario. Cette question est non réglée depuis plus d'un demi-siècle maintenant.

Quelles sont, des deux côtés de la Méditerranée, les conditions à réunir selon vous pour favoriser l'apaisement et la compréhension mutuelle entre les deux pays ?

Dans le rapport commandé par le président de la République et remis à Emmanuel Macron en janvier 2021 sur les questions mémorielles relatives à la colonisation et la guerre d'Algérie, j'ai préconisé vingt-deux mesures pour panser les plaies d'une déchirure profonde. Certaines ont été suivies, d'autres non. Mon rapport a surtout traité de la guerre d'Algérie. Elle a duré près de huit ans, de 1954 à 1962, et s'est développée avec son cortège de violences : deux millions de paysans algériens ont été déplacés de manière forcée par l'armée française, des milliers d'Algériens ont disparu, des Européens ont été victimes d'attentats, surtout pendant la « bataille d'Alger » en 1957, des harkis ont été abandonnés par la France et massacrés, et

un million et demi de jeunes soldats français sont partis faire une guerre de l'autre côté de la Méditerranée, sacrifiant ainsi une partie de leur jeunesse... Comment « éteindre », avec un seul acte, un tel incendie mémoriel ?

Une France présidée par l'extrême-droite, cela ressemblerait à quoi ?

Une mémoire dangereuse s'est installée en France depuis plusieurs années. Cette mémoire cherche à séparer, à rendre impossible le vivre ensemble, elle prépare à l'affrontement entre partis, personnes ou communautés. Mais contrairement aux idéologues des radicalités, la société, elle, vit la diversité comme une richesse et ne veut pas « se séparer ». Ce constat n'empêche pas de s'interroger sur la puissance du rôle des médias, des réseaux sociaux pour favoriser cette « séparation ». Nous sommes dans une société du spectacle. La recherche du spectaculaire a pris le dessus. Il faut toujours aller dans la rupture, la confrontation, la mise en abîme du spectacle, qui ne s'arrête pas. Il y a bien quelques interstices, des lieux pour réguler, expliquer, mais ils ne sont pas si nombreux dans les médias actuels, qui tendent à s'abreuver bien plus des confrontations spectaculaires – donc des violences qui frappent – que des logiques de constructions apaisées, qui ne peuvent avoir la visibilité recherchée. ●

Conférence de Benjamin Stora, jeudi 9 avril, 18h, Metz-Ban Saint-Martin, Forum-IRTS de Lorraine